

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le capitalisme autoritaire, par Henri de Man. — La France (Chronique de l'étranger). — Les opérations sur or aux guichets de la Banque Nationale de Belgique. — Statistiques.

LE CAPITALISME AUTORITAIRE

par Henri de Man

professeur à l'Université de Francfort-sur-le-Mein

La crise économique mondiale — j'ai essayé de le montrer dans un article précédent (1) — a ravivé partout les préoccupations doctrinales qui visent à la critique du capitalisme. La foison d'ouvrages récents qui en résulte démontre, d'une part, que les socialistes ne sont plus seuls à se livrer à cette critique ; mais, d'autre part, la diversité des points de vue nationaux, même parmi les économistes socialistes, montre qu'au lieu de porter comme naguère sur une notion générale abstraite, cette critique envisage dans chaque pays un ordre concret différent. Les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Belgique, sont des pays à économie capitaliste ; et, cependant, il y a là autant de capitalismes différents que de nations.

Dans chaque pays, la critique de l'ordre économique existant vise des aspects particuliers, à tel point qu'elle emprunte généralement les modèles de ce qu'elle préconise à des particularités qu'elle estime caractéristiques d'un capitalisme étranger. Ainsi, en Allemagne, on reproche au capitalisme de manquer de libéralisme anglais, en Angleterre, de manquer d'efficacité américaine, en France, d'initiative belge, et ainsi de suite. Et, chose caractéristique, cette façon de voir se reflète aussi dans l'attitude des théoriciens socialistes. A mesure que leur critique se concrétise, elle apprend, sans aucunement négliger les caractéristiques communes du système, à l'envisager sous les traits d'une très grande diversité de types nationaux et historiques différents.

A y bien réfléchir — et cette réflexion a son utilité — on aperçoit qu'en un certain sens, « le » capitalisme n'a jamais existé. Je veux dire par là que jamais, dans aucun pays, le régime économique existant n'a réellement correspondu à l'ordre que les théoriciens du capi-

talisme — qu'ils fussent partisans ou adversaires — ont conçu comme tel.

Les grands théoriciens optimistes du capitalisme laissant, les pères de l'économie libérale classique, les Quesnay, les Adam Smith, les Ricardo, ont basé leur notion de l'économie moderne sur le principe de la libre concurrence des individus. C'est elle, et elle seule, qui devait réaliser, par l'harmonie des intérêts et l'accroissement de la productivité du travail, le bien général. Cette conception, soit dit entre parenthèses, ne manquait ni de logique intellectuelle, ni de grandiose inspiration morale. Seuls des démagogues ou des ignorants peuvent voir dans les économistes de la période classique de vulgaires apologistes à la solde d'intérêts privés ou de classe. Ils croyaient en toute sincérité que l'ordre capitaliste qu'ils voyaient naître mettrait fin aux différences de classe et égaliserait tous les intérêts. Ils étaient inspirés par une foi profonde — d'origine déiste même chez les plus anciens, comme Quesnay et Smith — en la raison des individus libres, en la coïncidence prédéterminée entre l'harmonie des intérêts bien entendus et le plan d'un créateur doué de raison suprême. On trouve chez eux, à l'origine, le même souffle d'enthousiasme humanitaire que chez les révolutionnaires qui ont essayé de réaliser la promesse de liberté, d'égalité et de fraternité, annoncée par la Déclaration des Droits de l'Homme.

Il est fort probable que s'ils pouvaient revenir, ils se refuseraient à reconnaître dans la société actuelle la réalisation de leur conception doctrinale. Et il est tout aussi probable que la même acuité de perception qui leur a permis d'analyser la réalité de leur époque les amènerait à reconnaître les causes de cette différence. C'est que les individus libres et égaux qu'ils présupposaient n'ont jamais existé. L'ordre nouveau, qui s'est établi sur les ruines de l'ancien régime féodal et absolutiste, n'a pas trouvé comme point de dé-

(1) « Bulletin », V^e année, vol. II, n° 10.

part une société atomisée en individus, mais bien une hiérarchie sociale, économique et politique, héritage du système des états de naissance. Il y a eu, dès le début, handicap en faveur de ceux qui détenaient héréditairement des propriétés, des privilèges sociaux, un niveau supérieur d'éducation et de considération. Les états de l'ancien régime se sont graduellement transformés en classes, et l'aristocratie de l'argent a, petit à petit, pris la place de l'aristocratie de l'épée.

Karl Marx s'en est bien rendu compte quand il écrivit, dans la préface du *Capital* (en 1867) :

« Ce qui nous tourmente, ce n'est pas seulement le développement de la production capitaliste, mais aussi son manque de développement. A côté des déficiences contemporaines, nous souffrons de toute une série de déficiences héritées, qui résultent de ce que des modes de production archaïques et surannés continuent leur végétation, avec leur suite de situations sociales et politiques opposées aux exigences de notre époque. Nous ne souffrons pas seulement par les vivants, mais aussi par les morts. Le mort saisit le vif ! »

Cependant, Marx aussi a basé sa conception du « mode capitaliste de production » sur des abstractions qui négligent une grosse partie de ces rudiments héréditaires. Son « capitalisme » constitue, comme l'a très bien dit le grand sociologue allemand que fut Max Weber, un « type idéalement pur », mais non point une réalité concrète. Cela n'apparaît nulle part plus clairement que dans sa théorie de la valeur et de la plus-value.

Pour réduire la valeur à une quantité mesurable en temps de travail, Marx a éliminé les considérations concrètes des prix, de l'utilité, de la fluctuation de la demande et a pris comme pierre angulaire de sa théorie la notion, abstraite s'il en fut, du « temps de travail socialement nécessaire ». De même, il a fait abstraction — du moins dans le livre du *Capital* où il établit la théorie de l'exploitation — des fonctions techniques des employeurs en tant que directeurs de production. Ainsi, il a fait, d'une part, du « capitaliste » une entité qui combine les fonctions de la propriété des moyens de production avec celles de « l'achat de force de travail », mais il a traité, d'autre part, cet être schématique comme s'il ne contribuait par aucune fonction technique à la création de la valeur. Quand, à la fin de son œuvre, Marx a fait entrer en ligne de compte cet aspect de l'activité de l'employeur, il s'est buté aux notions qu'il avait précédemment établies en le négligeant, et par conséquent il s'est enchevêtré dans des contradictions qu'aucun de ses disciples n'est parvenu à résoudre d'une façon satisfaisante. Notion abstraite, aussi, que ce « travail simple », mesurable par sa seule durée, dont Marx s'est servi pour esquiver le fait, incompatible avec son hypothèse, des différences de valeur selon le degré de qualification professionnelle. « Type idéalement pur », encore, que ce concept des « frais de production de la force de travail » que Marx a vainement essayé d'utiliser en constante économique virtuellement indépendante des élé-

ments « historiques » et « moraux » qui font varier le niveau des besoins.

Tout cela n'a pas empêché Marx de saisir mieux que tous ses prédécesseurs ce qui constitue l'essence du mode capitaliste de production. Mais pour faire précisément cette abstraction de quintessence qu'exige l'analyse théorique, il a dû réduire le capitalisme à un « type », c'est-à-dire à un ensemble de caractéristiques générales et abstraites, exprimable en formules algébriques. Il est vrai que, dans ses écrits historiques et politiques, il s'est très heureusement départi du simplisme par trop « noir et blanc » de ses analyses purement économiques, et qu'il y a montré un sens étonnamment perspicace de la diversité des relations sociales et de la complication des antagonismes de classe. Mais il n'en reste pas moins vrai que la notion du capitalisme popularisée par les parties du *Capital* publiées de son vivant est un schéma plutôt qu'un tableau.

Ce schéma pessimiste était aussi nécessaire que le schéma optimiste des économistes classiques, car, en opposant à leur théorie de l'harmonie une théorie des contradictions économiques et des antagonismes sociaux, il a mis en lumière une partie tout à fait essentielle de la réalité. Il a permis, surtout, de bien saisir ce qui distingue le système capitaliste de tous les systèmes précédents, et de comprendre en vertu de quelles tendances propres il est appelé lui-même à se modifier, à devenir suranné et à préparer les fondements techniques et économiques d'un ordre ultérieur. N'empêche qu'on peut dire que le capitalisme pur de Marx, qui absorbe l'individu dans la classe, n'a jamais existé, pas plus que le capitalisme pur de Smith, qui résorbe la classe dans l'individu. L'un et l'autre constituent des concepts grâce auxquels on peut mieux reconnaître certains aspects essentiels de la réalité vivante et fluctuante; rien de moins, mais aussi rien de plus.

Dans toute économie capitaliste existante, le jeu de la concurrence individuelle, présumée par tous les théoriciens du système, est entravé par des puissances sociales collectives que l'on peut considérer, pour une part, comme des survivances du régime féodal, et, pour l'autre part, comme des embryons d'institutions socialistes.

Dans le domaine économique, la principale survivance féodale est le caractère monopoliste d'une grande partie de la propriété terrienne. Le sociologue allemand Franz Oppenheimer a eu le grand mérite de le démontrer. Ce qu'il appelle la *Bodensperre* — le fait du sol européen approprié en vertu de droits héréditaires et donc virtuellement soustrait aux lois qui régissent la libre circulation et appropriation des biens mobiliers — explique sans aucun doute, pour une large part, la rigidité de la structure sociale de l'Europe, si contraire à l'hypothèse libérale de l'égalité du point de départ. On s'en aperçoit mieux en Angleterre et en Allemagne qu'en Belgique et en France, et mieux dans

l'Allemagne du Nord-Est que dans l'Allemagne du Sud-Ouest. Mais dans l'ensemble, la grande différence sociologique entre l'Europe et les États-Unis, par exemple, qui explique pourquoi l'Amérique n'a pas encore de socialisme ouvrier, réside en ce que, jusque tout récemment, la terre gratuite ou à très bon marché y permettait l'ascension sociale individuelle par la colonisation intérieure.

Un autre legs de l'ancien régime qui fait entrave au libéralisme, c'est la survivance de l'état bureaucratique et militaire. Ici aussi, l'importance sociale et économique de ce phénomène s'accroît à mesure que l'on tourne le regard de l'Ouest de l'Europe vers l'Est. Mais il n'est pas besoin de choisir l'exemple extrême de la Russie, passée sans transition de l'étatisme tsariste à l'étatisme soviétique, pour l'illustrer. L'Allemagne, pays-type du capitalisme autoritaire, démontre le rôle essentiel de l'Etat dans l'organisation du capitalisme en une hiérarchie des classes opposée à l'idéal individualiste. La bureaucratization de l'industrie allemande, le protectionnisme agrarien, la rigidité des méthodes allemandes de domination sociale, le lourd corporatisme des procédés psychologiques en vigueur, tout cela ne peut s'expliquer que par le fait que le capitalisme allemand s'est développé, rapidement mais récemment, dans un pays resté semi-absolutiste et quasi-féodal jusqu'en 1918.

Pour comprendre l'Allemagne — celle d'aujourd'hui comme celle de Guillaume II — il faut tenir compte de ce qu'elle n'a été atteinte effectivement qu'en 1918 par la vague des révolutions démocratiques qui a commencé aux Pays-Bas au XVI^e siècle, en Angleterre au XVII^e siècle, en France au XVIII^e siècle. Jusqu'en 1918, la bourgeoisie allemande s'est laissée gouverner par une classe féodale, militaire et bureaucratique, parce qu'elle bénéficiait du régime d'ordre et d'autorité sociale que cette classe maintenait grâce à son prestige héréditaire. Le militarisme allemand d'avant-guerre a été l'école de commandement pour les chefs d'industrie, l'école de subordination pour les masses ouvrières. Les relations entre directeurs, contre-maîtres et ouvriers transposaient sur le plan civil les relations entre officiers, sous-officiers et soldats.

Mais c'est surtout quand on considère les survivances psychologiques du féodalisme dans les mœurs et traditions que l'on comprend en quoi l'appellation de capitalisme autoritaire est particulièrement justifiée dans un pays comme l'Allemagne. L'esprit de caste, ancré dans la hiérarchie féodale des Etats sociaux héréditaires, y est resté le fondement de l'esprit de classe issu des différences de fortune, de fonction et d'éducation dans le régime capitaliste. Il se manifeste, depuis Bismarck, jusque dans la protection légale accordée aux travailleurs. Car, à l'origine, les lois d'assurances sociales étaient conçues comme une protection patriarcale accordée par l'Etat à une catégorie sociale héréditairement inférieure ; et c'est d'être ainsi constitués en caste par le pouvoir que les ouvriers allemands se sont considérés comme une classe avant qu'ils n'aient

donné à cette conscience de classe une orientation marxiste.

A tous ces points de vue, il y a de telles différences d'un pays à l'autre que l'on peut tirer grand profit de distinctions théoriques comme celles que M. J. Bonn, dans son ouvrage déjà cité sur « le destin du capitalisme allemand », fait entre le capitalisme autoritaire allemand et le capitalisme libéral de l'Europe occidentale. On pourrait même nuancer encore ces distinctions, par exemple en sous-divisant le capitalisme libéral en trois types essentiels : classique (c'est-à-dire fondé sur le libre-échange et la démocratie parlementaire) comme en Angleterre, colonisateur (c'est-à-dire conditionné par l'égalité originelle de colons immigrés) comme en Amérique, thésaurisateur (c'est-à-dire issu d'une bourgeoisie antérieure à l'industrialisme) comme en France.

Mais je voudrais me borner, pour l'instant, à parler de la très instructive analyse que le professeur Bonn a faite, dans sa critique du capitalisme allemand, de l'économie autoritaire. Car cette analyse ne présente pas qu'un intérêt sociologique et psychologique ; elle contribue aussi à l'explication de la situation économique du pays européen le plus fortement frappé par la crise actuelle.

L'autoritarisme qui, selon Bonn, caractérise le gros capitalisme allemand, se manifeste en premier lieu par ce qu'il utilisa, pour ses intérêts économiques, le système de subordination des classes légué par l'ancien régime. Au point de vue proprement économique, il est par essence monopoliste. Il ne s'est jamais débarrassé de la mentalité du système corporatif et de la hiérarchie des états sociaux privilégiés. Il a une aversion profonde pour la libre concurrence qui se manifeste dans le commerce. Il juge le commerce un peu comme le Moyen Age, qui le considérait comme parasitaire. Pour lui, comme pour le Moyen Age, le processus physique et technique de la production et de l'organisation seul a de la dignité. Son idéal, c'est « l'économie sans risques ».

Cette mentalité se trahit notamment dans l'attitude à l'égard du client. L'idéal du grand industriel allemand est une « économie sans clients », la production portée à un maximum d'efficacité, mais sans égard aux besoins de consommation. La conception médiévale se retrouve encore ici : « le consommateur », tout au plus, le droit de satisfaire des besoins fixés par d'anciennes traditions ; il a le devoir d'accorder sa clientèle aux industries anciennement établies. Il n'a certainement pas le droit de changer sa façon de vivre si cela fait du tort à leur prospérité. Il doit manger du pain de seigle et le payer fort cher, parce que les propriétaires de champs de seigle ont droit à des ventes. »

Par corollaire, le protectionnisme prend la place du libre-échange. On maudit l'Etat à l'aide de formules pseudo-manchestériennes, quand l'Etat fait des lois sociales ; mais on l'éloge aux nues quand il entrave la concurrence étrangère aux frais des consommateurs. Posséder, c'est commander ; tandis que, pour le capita-

liste anglais, les ouvriers sont des « hands », des producteurs dont on achète le travail, l'Allemand emprunte ses expressions de « Leute » ou « Kerls » au hobereau qui commande ses « gens » : d'où, l'impossibilité foncière de s'accommoder du nouveau régime démocratique, qu'on subit maussadement aussi longtemps que l'on y est contraint par le malheur des temps.

De même, le capitalisme allemand est réfractaire à l'idée que de hauts salaires peuvent être un avantage économique, parce qu'il y voit une atteinte à la subordination d'une classe destinée à rester pauvre. Il se refuse donc, dit Bonn, à payer la prime d'assurance du régime capitaliste, qui doit consister, ou bien en hauts salaires qui développent la puissance d'achat, ou bien en hautes charges d'assurances sociales qui entravent la paupérisation : « en voulant faire l'économie des charges sociales sans les rendre superflues par de hauts salaires, il organise la véritable « armée rouge » parmi l'armée de réserve des chômeurs ». Dans l'administration intérieure des entreprises, même croyance à la mission suprême du commandement : la fonction directrice, qui devrait s'exercer en vertu d'un mandat des actionnaires, est devenue une propriété, un legs en quelque sorte de droit divin, et l'actionnaire prend sa place parmi les « embêteurs » de toutes les démocraties, à peine au-dessus du secrétaire de syndicat et du délégué ouvrier.

A ce tableau, Bonn oppose une conception du capitalisme libéral, fortement influencée par l'exemple anglais. Il est disciple de Brentano — l'un des rares sociologues libéraux que l'Allemagne ait jamais eus — et n'a guère de sympathies pour le collectivisme. Mais il est clair qu'à tout prendre, il préférerait la socialisation au néo-féodalisme ; et, en tout cas, il reproche à celui-ci de s'acheminer vers la catastrophe, de provoquer des réactions sociales qui pourraient bien ne pas laisser d'autre issue que l'expropriation. En d'autres termes, il croit que le capitalisme ne peut rester viable que dans la mesure où il restera libéral. Le capitalisme libéral est, à ses yeux, celui qui, par le développement continu de la productivité et la réduction continue des prix, profite à des couches sans cesse plus étendues de la population, et, par le libre-échange, la démocratie et l'instruction générale, enlève toute entrave à l'ascension sociale des individus. Car « le capitalisme présuppose la distribution inégale des biens » ; mais « il ne sera toléré que s'il augmente sans cesse le nombre de ses usagers ».

* * *

La thèse essentielle de Bonn est donc que « le sort du capitalisme allemand est entre de mauvaises mains », à cause surtout de l'impossibilité économique d'un capitalisme qui, par la compression systématique des salaires et l'élimination des revenus moyens, tend vers une économie sans acheteurs.

L'élimination rapide des classes moyennes est certes l'un des traits les plus frappants de la situation allemande actuelle, et explique, pour une grande part, les bouleversements politiques qui ont récemment tant

ému l'opinion étrangère. Il vaut la peine de montrer par quels côtés ce phénomène se rattache au caractère autoritaire du capitalisme allemand.

La revue *Die Tat*, que publie l'éditeur Diederichs, a doublé son tirage depuis qu'elle publie les articles économiques signés Ferdinand Fried. Ce sont de virulentes critiques sociales, bourrées de faits et de chiffres, qui trahissent une connaissance très intime du monde berlinois des affaires ; le pseudonyme de Fried cache évidemment une personnalité « nourrie dans le sérail ».

Dans un de ses derniers articles, Fried analyse, à l'aide de statistiques des salaires et traitements, la structure sociale d'une grande entreprise de l'industrie électrotechnique, dont le nom importe d'autant moins qu'on peut la considérer comme typique des grandes entreprises allemandes en général. Elle se décompose en trois groupes d'importance numérique très inégale : 25 directeurs, environ 10,000 employés et 100.000 ouvriers. Les revenus des 25 directeurs (traitements, tantièmes et autres participations) varient entre 350.000 marks et un million par an ; ensemble, ils gagnent 12 1/2 millions, soit en moyenne un demi-million chacun. Le revenu moyen des employés est de 2,500 marks par an, soit au total 25 millions : 10,000 personnes réunies gagnent donc le double de ce que gagnent 25. Il est vrai que l'on vient de congédier 1.000 de ces employés par mesure d'économie. Un membre du conseil d'administration, en même temps directeur d'un département, s'est déclaré disposé à renoncer à 10 p. c. de son traitement, si l'on retirait le préavis donné à un dixième du personnel de son département. Il est, paraît-il, resté seul de son opinion. Par contre, la presse berlinoise s'intéresse beaucoup pour un lac artificiel que l'un des chefs à un million de revenus fait construire dans son parc, et pour un « pavillon de musique » qu'un autre chef à revenu équivalent a fait bâtir, à côté de son bassin de natation privé, pour qu'il puisse s'y livrer à son passe-temps favori : diriger — à ses frais bien entendu — l'orchestre symphonique le plus célèbre de l'Allemagne et peut-être du monde entier.

Evidemment, de pareilles situations, de notoriété presque aussi publique que le renvoi de 10 p. c. des employés dans l'industrie métallurgique berlinoise, la réduction de 8 p. c. sur les salaires ouvriers et les 3 millions de chômeurs allemands, n'ont pas besoin d'être utilisés par des démagogues pour nourrir le ressentiment anticapitaliste qui se manifeste jusque dans le fascisme petit-bourgeois. Je ne veux appeler l'attention ici que sur un trait particulièrement caractéristique de la grosse industrie allemande en général : entre les revenus directoriaux d'un demi-million en moyenne et les revenus d'employés (ou d'ouvriers) de 2.500 marks en moyenne, il n'y a rien ou presque rien. Dans la nouvelle hiérarchie vers laquelle s'achemine le féodalisme industriel, il n'y a plus de classe moyenne, plus d'intermédiaires entre le luxe et la misère.

Le même Ferdinand Fried a établi à ce sujet, à l'aide des statistiques officielles, des comparaisons très

instructives entre la structure sociale de l'Allemagne et celle de l'Angleterre. En voici le résultat global :

Sur 65 millions d'Allemands, 32 1/2 millions exercent un métier ou une profession; 90 p. c. d'entre eux gagnent moins de 2.400 marks par an; 3 1/2 millions (donc à peu près 10 p. c.) gagnent de 2.400 à 36.000 marks par an; 30.000 personnes seulement gagnent plus de 36.000 marks par an.

Voici les chiffres correspondants pour l'Angleterre : sur 20 1/2 millions de personnes ayant des revenus, 75 p. c. (contre 90) gagnent moins de 2.400 marks, 24 1/2 p. c. (contre 10) entre 2.400 et 36.000, 1/2 p. c. gagnent plus que cela, soit environ 100.000 personnes contre 30.000 en Allemagne — à peu près le quintuple de couches riches et aisées si l'on tient compte de la population globale.

Une analyse encore plus fouillée des diverses sources statistiques utilisables conduit à la conclusion qu'en Allemagne, 80.000 personnes possèdent ensemble le double de ce que possèdent 62 1/2 millions. Ces 62 1/2 millions possèdent, *grosso modo*, un cinquième de la richesse nationale, 80.000 personnes deux cinquièmes, et les deux cinquièmes restants sont entre les mains d'une classe moyenne très clairsemée, puisqu'elle n'englobe qu'un million et demi de personnes environ.

Même si ces chiffres étaient sujets à des corrections de détail — et ils le sont vraisemblablement — l'image d'ensemble qu'ils fournissent est confirmée par l'observation des faits qui frappent tous les visiteurs étrangers : une grande masse d'ouvriers, de paysans et d'employés dans une situation beaucoup plus proche de la misère qu'il y a vingt ans, une couche moyenne décimée et relativement appauvrie, une très petite minorité de riches, anciens et nouveaux, dont les revenus sont consacrés principalement à des dépenses somptuaires.

Car la statistique ne suffit pas à caractériser complètement la physionomie de ce que le capitalisme allemand présente de « féodal » et d'« autoritaire ». Il faut la compléter par des traits psychologiques qui se rapportent à la façon de vivre et de dépenser. Ces traits-là expliquent les faits d'observation courants : la répugnance à l'épargne, la prédilection (très marquée entre autres dans les relations d'affaires) pour les dépenses dites de représentation, les grosses dépenses consacrées aux voyages d'agrément, le caractère somptuaire de beaucoup de dépenses collectives à caractère représentatif. Comme exemple de cette dernière catégorie, on pourrait citer, quant aux dépenses de l'Etat, l'installation somptueuse de l'annexe du Musée de Berlin consacrée au temple de Pergamon, dont l'exagération (en vertu d'un budget antérieur) a été critiquée par le ministre lui-même dans son discours d'inauguration; et, dans le domaine des organisations privées, les installations du club de golf des « upper thousand » berlinois, le plus luxueux du monde de l'avis même des visiteurs américains et anglais.

Derrière tout cela, il y a le fantôme de la mégalomanie de Guillaume II, qui n'était lui-même que le

symbole de l'ivresse de puissance d'une classe qui avait connu le pouvoir avant de connaître la richesse.

Mais, si l'on cherche l'explication historique de la situation actuelle, il y a un autre événement que l'on ne peut passer sous silence. C'est la crise d'inflation qui a atteint son point culminant en 1923.

* * *

En lisant le chapitre de M. J. Bonn sur l'inflation, on apprécie mieux la situation favorisée des pays qui sont parvenus à éviter — ou à surmonter à temps — une crise d'inflation comme celle qui a bouleversé l'économie allemande d'après guerre.

En effet, une grande partie des causes qui donnent à la crise allemande actuelle son caractère particulièrement inquiétant sont dues à l'inflation d'alors.

La principale de ces causes, c'est la disparition accélérée des classes moyennes, dont la conséquence économique est la diminution du pouvoir d'achat national, la conséquence sociale, le renforcement du féodalisme industriel, et la conséquence politique, la croissance des partis extrêmes.

On peut discuter à perte de vue sur l'exactitude de la thèse de Marx, qui prédit la disparition fatale des classes moyennes par le jeu pour ainsi dire automatique de la concentration des entreprises et des capitaux. Certes, elle s'est vérifiée — elle se vérifiait d'ailleurs déjà du temps de Marx — pour ce que l'on est convenu d'appeler les classes moyennes anciennes : l'artisanat détruit par la grande industrie, les industriels indépendants absorbés par les sociétés anonymes, les petits commerçants ruinés par les gros. Mais il y a plus de trente ans déjà que Bernstein a montré que ce processus était beaucoup moins rapide et absolu que Marx ne l'avait pensé. Dans l'agriculture, par exemple, la supériorité économique des grandes entreprises sur les petites s'est montrée pour le moins sujette à caution. Mais surtout, la disparition des classes moyennes anciennes s'est trouvée compensée, dans une très grande mesure, par la croissance des classes moyennes nouvelles : fonctionnaires et techniciens de l'industrie, intermédiaires commerciaux, petits actionnaires, fonctionnaires publics, professions libérales, etc.

En somme, la question de savoir si le capitalisme comme tel doit fatalement aboutir à l'élimination des classes à revenus moyens est fort sujette à controverse. L'expérience des faits montre une très grande diversité des tendances selon les pays et les époques, et incite à la prudence dans l'emploi de formules par trop simplistes. Par contre, ce qui est certain, c'est que le capitalisme autoritaire allemand se signale par une tendance très rapide dans le sens du pronostic marxien, à la différence, voire à l'opposé du capitalisme libéral.

Bonn montre de quelle façon cette tendance s'est trouvée accélérée par l'inflation, qui fut une véritable entreprise d'expropriation des classes moyennes.

Sa thèse est d'autant plus impressionnante qu'elle se limite à l'examen des faits objectifs, sans chercher à s'étayer de reproches à l'adresse de personnes ou groupements particuliers. Bonn ne pense pas que l'inflation ait été intentionnellement voulue par ceux

qui étaient en état de la réaliser; mais il établit qu'elle a été favorisée par l'inertie, intéressée ou tout simplement erronée, de ceux qui auraient pu la prévenir ou la vaincre.

L'accusation principale, ici, frappe le capital industriel, en vertu de la vieille question cicéronienne: *Cui bono?* En effet, les capitaines d'industrie ont montré par leur attitude qu'ils avaient « compris le secret de l'inflation: augmenter toujours les prix des propres produits; une minute en avance sur l'augmentation générale, transformer immédiatement l'argent dont on dispose en marchandises ou en devises étrangères, et en outre emprunter des sommes aussi grosses que possibles que l'on place en valeurs matérielles, pour les restituer le plus tard possible quand elles ne valent plus rien. A pareille époque, le génie financier se mesure d'après l'importance des dettes en monnaie-papier. »

Les banques, dit Bonn, ont leur part de responsabilité en ce qu'elles ont favorisé, par leur inertie bienveillante, la politique des emprunts dévalorisés. Mais il insiste surtout sur la complicité de ce qu'il appelle la bureaucratie de l'Etat, et c'est ici qu'apparaît la relation entre la crise d'inflation et la conception sociologique. Car, dans le grand processus d'expropriation que déclencha la crise d'inflation, une distinction de principe a été faite en faveur de certaines espèces de capital, en vertu d'une doctrine que Bonn accuse d'erreurs qui se prolongent jusque dans le présent.

La bureaucratie, considère-t-il, est de par son essence, et en vertu de son fanatisme d'organisation, disposée à favoriser les institutions physiques existantes plutôt que les potentialités dynamiques. La bureaucratie, dit-il, compte en substances, et non en valeurs. De là, la préférence accordée au capital constant au détriment du capital variable. « Le propriétaire d'une plantation a été dédommagé à raison de 27 pour cent pour les premiers 200.000 marks, le détenteur d'actions dans une entreprise de plantation à raison de 12 pour cent seulement. » Cet illogisme s'explique d'ailleurs par le fait que l'Etat a dédommagé en proportion de la pression politique exercée

Bonn reproche, en outre, à la social-démocratie d'avoir fourni une espèce de justification à ce procédé, en vertu de sa conception que le capital constitué par l'entreprise industrielle même est productif, tandis que le capital possédé par un créancier ou actionnaire ne serait que parasitaire. Erreur profonde, dit Bonn. Car l'entreprise n'a de valeur qu'en vertu de ce qu'elle peut produire et vendre, et pour produire, il lui faut du capital-argent, pour vendre, il faut un public doué de puissance d'achat.

Les chefs d'industrie eux-mêmes, à son avis, ne se sont pas suffisamment rendu compte de ce que, en défavorisant le capital-argent, en appauvrissant les créanciers en faveur des débiteurs, en expropriant indirectement les « rentiers », on tuait la poule aux œufs d'or.

Une politique à courte vue a pu se passer de le voir en époque de prospérité; elle ne s'en aperçoit que plus clairement depuis que la crise démontre le danger du manque de réserves. On se lamente maintenant parce que tout le beau matériel accumulé pendant la période d'inflation et de rationalisation reste en grande partie improductif, faute de capital-argent. Sans doute, il y a là un sérieux avertissement pour les socialistes qui confondent naïvement la socialisation des industries avec l'expropriation indirecte qui dévalorise le capital-argent par l'inflation ou le pourchasse par une taxation malhabile, et de cette façon décourage l'épargne et le placement productif en faveur de la dépense de luxe et de l'expatriation.

Ainsi, argumente Bonn, on a, sous le couvert d'un pseudo-socialisme d'Etat, qu'il appelle du « socialisme boiteux », inspiré par une mentalité de bureaucrates et non d'économistes, après avoir laissé passer en 1919 l'occasion d'une véritable socialisation en faveur de la masse consommatrice, contribué à exproprier une grande partie des classes moyennes au profit d'une féodalité industrielle. « On n'a pas vu que l'on détruisait le capitalisme pacifique des petites gens, qui ne veulent pas dominer, mais seulement vivre, et qu'on transférait leurs revenus au capitalisme violent qui cherche à dominer et à monopoliser. Ainsi, les gros établissaient de gigantesques trusts verticaux, tandis que les petits se trouvèrent réduits à ouvrir des échoppes au rabais... Et les chefs d'industrie n'ont pas vu qu'ils détruisaient les fondements du capitalisme: l'inviolabilité de la propriété, le respect des contrats, la possibilité de l'épargne... Les intérêts exorbitants sont la punition par laquelle le créancier nouveau se venge, en s'enrichissant, de l'iniquité infligée à ses prédécesseurs. » C'est pour cela que l'Allemagne a dû emprunter, entre 1924 et 1929, de 15 à 16 milliards de marks d'argent étranger. Naguère, l'agriculture allemande payait 520 millions de marks d'intérêts à des créanciers indigènes; elle s'est libérée de cette charge en dévalorisant les vieilles hypothèques, mais elle paie maintenant 1 milliard 15 millions, soit presque le double, à des créanciers en majorité étrangers.

Qui oserait prétendre que ces considérations, toutes rétrospectives qu'elles sont, n'ont plus qu'un intérêt historique? Sans doute, l'inflation est passée et ne reviendra plus; mais la foison d'erreurs qui l'a accompagnée n'est pas encore détruite par la critique, loin de là.

Reste à savoir jusqu'à quel degré les tendances que Bonn reproche au capitalisme allemand sont limitées à l'Allemagne. Le capitalisme libéral et occidental qu'il préconise en est-il exempt au point de justifier l'espoir que Bonn place en lui? Jusqu'à quel point sa doctrine traditionnelle correspond-elle aux réalités actuelles des pays de l'Occident? C'est un problème qui mérite d'être examiné à la lumière des critiques que, comme Bonn l'a fait en Allemagne, les économistes anglais, français et américains font du capitalisme de leur pays.